



**PRÉFET
DES HAUTES-
ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de nettoyage des locaux des sites
relevant du périmètre du SGCD 05**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° du CCAP : 2025SGCD001

Secrétariat Général Commun Départemental des Hautes-Alpes
28 rue Saint Arey
05000 GAP CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Type d'accord-cadre.....	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée et délais d'exécution.....	5
3.1 – Durée du contrat	5
3.2 - Reconduction.....	5
4 - Prix	5
4.1- Caractéristiques des prix pratiqués	5
4.2- Modalités de variation des prix.....	5
5 – Garanties financières	6
6 – Avance.....	6
6.1 – Conditions de versement et de remboursement	6
6.2 - Garanties financières de l'avance	7
7 - Modalités de règlement des comptes.....	7
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	7
7.2 - Présentation des demandes de paiement	7
7.3 - Délai global de paiement.....	8
7.4 - Paiement des cotraitants.....	8
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
8 - Conditions d'exécution des prestations	8
8.1 - Émission et exécution des bons de commande	8
8.2 - Contenu des bons de commande	8
8.3 - Délai d'exécution et durée de validité des commandes	9
8.4 - Modifications et suppression des bons de commande	9
8.4.1 Modification à la baisse / suppression de prestations récurrentes	9
8.4.2 Modification à la hausse / ajout de prestations récurrentes	9
8.4.3 Annulation d'un bon de commande de prestations récurrentes.....	9
8.4.4 Modification / annulation d'un bon de commande ponctuel.....	9
9 - Constatation de l'exécution des prestations	9
10 - Suivi d'exécution du marché	9
10.1 - Contrôle contradictoire trimestriel.....	10
10.2 - Revue annuelle de contrat	10
11 - Conditions d'accès et sûreté des sites	10
12 – Obligations du titulaire.....	11
12.1 - Obligation de résultat	11
12.2 - Obligation d'information	11
12.3 - Obligation de confidentialité	11
12.4 - Mesures de sécurité.....	11
12.5 - Assurances et responsabilités.....	11
12.6 - Mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité issues de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021	12
12.7 – Obligations en matière de protection des salariés et conditions de travail	12
12.8 - Autres obligations administratives	12
13 - Pénalités.....	12
14 - Dispositions diverses	14
14.1 - Langue.....	14
14.2 - Sous-traitance.....	14
14.3 - Secret des affaires	14
15 - Application de la réglementation du travail.....	14
16 - Traitement des données à caractère personnel	15
17 - Résiliation du contrat	16

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	16
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	16
16 - Reprise de personnel	17
15 - Dérogations	17

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

La prestation de nettoyage des locaux des sites relevant du périmètre du secrétariat général commun départemental des Hautes-Alpes.

Conformément à l'article R. 2122-8 du code de la commande publique, les prestations de vitrerie sont exclues du présent marché et font l'objet d'un marché particulier passé sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La fourniture des consommables sanitaires n'est pas comprise dans le présent marché.

En revanche, le nettoyage des cloisons, parois et portes vitrées intérieures des locaux est compris dans le marché.

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est commun à l'ensemble des lots relatif au nettoyage des locaux.

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lots géographiques qui feront l'objet de marchés séparés

Lot(s)	Désignation
01	Nettoyage des locaux des sites de Gap - 05000 : Préfecture (1 site), DDT (4 sites), DDETSPP (2 sites)
02	Nettoyage des locaux des sites de Briançon - 05100 : Maison de l'Etat (1 site)

Au sein de chaque lot, d'autres sites pourront être intégrés durant l'exécution du marché

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande

Le montant des prestations pour la période initiale de l'accord-cadre est défini(e) comme suit :

Lot	Montant maximum HT
01	150 000,00 €
02	10 000,00 €

Les montants seront identiques pour chaque période de reconduction.

1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2. - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Les bons de commandes émis

- Les protocoles établis pour chaque site
- Le Cadre de Réponse Technique (CRT)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

Portée des pièces du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés entre le maître d'ouvrage et le titulaire préalablement à la signature du marché. Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente dans les tarifs du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au maître d'ouvrage. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du maître d'ouvrage.

Le CCAG FCS est réputé connu et n'est pas joint au présent marché, mais il peut être consulté sur le site internet suivant : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>.

L'accord cadre est établi en un seul exemplaire original. Il est conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur et fait seul foi en cas de contestation.

3 - Durée et délais d'exécution

3.1 – Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de la date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Pour information, les prestations de nettoyage débuteront à compter du 1er septembre 2025.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est d'un an. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Le marché pourra être reconduit avant son terme si le montant maximum est atteint au cours de la période initiale. Cette reconduction anticipée est possible sur une ou toutes les périodes, sans modification du seuil maximum € H.T. toutes périodes confondues.

L'ajustement parfait des dernières commandes sur le montant exact du maximum affecté à la période peut s'avérer techniquement impossible. C'est pourquoi, le maximum est considéré comme "atteint" lorsque le montant résiduel de commande sur la période ne permet plus la passation d'une commande correspondant à l'exécution normale du marché.

4 - Prix

4.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

4.2- Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix sont révisés **annuellement** par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (I(n) / I(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est l'index

CPF 81.21 : « Nettoyage courant » - Base 2021 - Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766785

Pour permettre la continuité dans la révision des prix du marché, en cas de disparition de l'indice ou de l'index, le nouvel indice ou index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit sera de plein droit applicable.

Il appartiendra au titulaire de procéder à la révision des prix

La révision a lieu une **fois par an**. Quinze jours avant la date d'effet, le titulaire remet au service soumissionnaire son projet de bordereau de prix révisé en précisant le détail de son calcul.

En cas de non transmission de ces éléments dans les délais, la révision s'applique au 1er jour du mois suivant la dite transmission.

L'ajustement se fait à la baisse comme à la hausse.

Clause buttoir/sauvegarde

Le pourcentage de révision ne peut dépasser 4 %, sauf accord de l'acheteur.

5 – Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 – Avance

6.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant minimum de l'accord-cadre. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique

Il est rappelé la complexité budgétaro-comptable du système de récupération d'avance pour les services du titulaire : la décision de non-renonciation au bénéfice de l'avance doit être prise en toute connaissance de cause. L'acheteur ne pourra être sollicité en cours d'exécution pour accompagner les services comptables du titulaire à reconstituer leur comptabilité au fur et à mesure des remboursements de l'avance versée.

6.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

7 - Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

La facturation des prestations récurrentes est effectuée mensuellement, à terme échu, pour chaque bon de commande.

Les protocoles établissent le montant des prestations commandées au m² et au nombre de passage. Le tarif global est annuel. Les factures mensuelles sont établies sur cette base annuelle / par 12 mois.

La facturation des prestations ponctuelles est effectuée dès leur réalisation.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code du service exécutant (ou du code d'identification du service chargé du paiement) ;
- 6° La désignation des prestations
- 7° La date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 8° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 9° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 10° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 11° Le RIB.
- 12° Le montant total de la facture,

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que toute facture qui ne sera pas présentée dans les formes fixées par l'accord cadre lui sera retournée, le délai global de paiement étant alors interrompu.
En cas de changement de RIB en cours d'exécution de l'accord cadre, celui-ci doit être transmis sans délai à l'acheteur afin d'éviter toute rupture dans les paiements.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 11000201100044

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

8 - Conditions d'exécution des prestations

Le titulaire ne peut commencer ses prestations qu'après réception d'un bon de commande.

Le titulaire ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles font l'objet d'un bon de commande écrit.

8.1 - Émission et exécution des bons de commande

Les bons de commande sont émis sur la base du bordereau de prix unitaire.

Les bons de commandes des prestations récurrentes établis sur la base d'un protocole ont une durée de 12 mois pour les sites dont le commencement d'exécution est fixé au 1^{er} septembre 2025.

Les bons de commandes des prestations récurrentes dont le commencement d'exécution est postérieur à cette date sont établis la première année jusqu'au 31 août suivant.

En cas de renouvellement du marché, la durée des bons de commande est alignée sur la durée du marché (12 mois).

Les bons de commande des prestations ponctuelles sont établis pour la durée effective de celles-ci. Sauf accord de l'acheteur, les prestations doivent débuter dans les 48 heures suivant la notification du bon de commande.

8.2 - Contenu des bons de commande

Tous les bons de commande comprennent à minima les indications suivantes :

- Le nom du titulaire et la référence de l'accord cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- L'identification de l'ordonnateur émetteur de la commande ;
- Le nom et l'adresse précise de l'établissement de livraison des prestations ;

- Les modalités et adresse de facturation ;
- La désignation des prestations à réaliser ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC.

8.3 - Délai d'exécution et durée de validité des commandes

Les bons de commande émis peuvent être envoyés au titulaire de l'accord cadre à partir de la notification jusqu'au dernier jour de validité de celui-ci. Passé ce délai, aucun bon de commande ne peut être notifié.

Les bons de commandes ne peuvent s'exécuter après la fin de l'accord cadre. Les bons de commandes des prestations ponctuelles commandées et non réalisées à cette date sont considérées comme caduques et sont annulés, sans que le titulaire ne puisse prétendre à ce titre à une indemnisation.

8.4 - Modifications et suppression des bons de commande

8.4.1 Modification à la baisse / suppression de prestations récurrentes

Toute demande de modification à la baisse de surface des prestations, diminution de leur fréquence ou diminution/suppression d'une prestation fait l'objet d'une information écrite par messagerie sécurisée.

Le bon de commande modifié, le protocole amendé et un échéancier des montants mensuels à facturer sont fournis par l'acheteur au titulaire.

Le délai de mise en œuvre est de 60 jours minimum et prend effet au 1^{er} jour du mois suivant ce délai.

8.4.2 Modification à la hausse / ajout de prestations récurrentes

Toute demande de modification à la hausse de surface des prestations, augmentation de leur fréquence ou ajout d'une prestation fait l'objet d'une information écrite par messagerie sécurisée.

Le bon de commande modifié, le protocole amendé et un échéancier des montants mensuels à facturer sont fournis par l'acheteur au titulaire.

Le délai de mise en œuvre est de 30 jours minimum et prend effet au 1^{er} jour du mois suivant ce délai.

8.4.3 Annulation d'un bon de commande de prestations récurrentes

En cas de fermeture d'un site, l'acheteur informe le titulaire par messagerie sécurisée.

Le délai de prévenance est de 90 jours et prend effet au dernier jour du mois considéré.

Le bon de commande est annulé.

8.4.4 Modification / annulation d'un bon de commande ponctuel

Un bon de commande ponctuel peut être annulé ou modifié si aucun commencement d'exécution n'est intervenu ou si le délai d'intervention prévu au présent marché est dépassé

9 - Constatation de l'exécution des prestations

L'acheteur peut à tout moment contrôler les conditions d'exécution des prestations, objet de l'accord cadre, à quelque stade que ce soit et par tous les moyens jugés utiles, sans avoir à en référer au titulaire.

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à une ou à plusieurs sociétés spécialisées, toutes missions complémentaires d'audit et de contrôle des prestations. Dans ce cadre, le titulaire mettra à la disposition des auditeurs extérieurs, toutes les informations (y compris les autocontrôles du titulaire) et les moyens en personnel et matériel nécessaires à l'accomplissement de leurs missions de contrôle et de vérification qualitative des prestations.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS, les prestations sont vérifiées dans les conditions prévues à l'article 8 du CCTP.

10 - Suivi d'exécution du marché

Le pilotage du marché et le suivi administratif sont assurés par le Service Achats, Finances, Immobilier et Logistique (SAFIL) du Secrétariat Général Commun Départemental des Hautes-Alpes (SGCD 05).

Contact : sgc-achat@hautes-alpes.gouv.fr

Le pilotage des prestations est réalisé au travers de réunions régulières entre le représentant de l'acheteur, les services bénéficiaires et le titulaire. L'acheteur a la possibilité d'organiser ponctuellement toute réunion nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

10.1 - Contrôle contradictoire trimestriel

A l'initiative de l'acheteur, un contrôle contradictoire trimestriel sur site est organisé, visant à évaluer la qualité globale des prestations, apurer les éventuels litiges en suspens et faire un retour d'expérience sur le traitement des anomalies détectées au cours du trimestre.

Cette réunion permet également d'évoquer les actions préventives à mener, les évolutions éventuelles à apporter au marché.

10.2 - Revue annuelle de contrat

Dans un délai d'un mois avant la date anniversaire de la notification, l'acheteur peut prévoir une réunion de suivi de contrat.

Peuvent être évoqués les points suivants :

- Le récapitulatif des différentes prestations effectuées au cours de l'année écoulée ;
- Un bilan des cas particuliers ;
- Le suivi des facturations ;
- Les anomalies principales telles que les prestations défaillantes et le plan d'action mis en œuvre ;
- Les difficultés rencontrées et les faits marquants relevés par le titulaire ;
- Les axes de progrès proposés ;

Suite à la réunion de bilan annuel, le titulaire rédige le compte rendu et propose un plan d'action éventuel.

11 - Conditions d'accès et sûreté des sites

Les sites sont soumis à autorisation d'accès. Le titulaire fournit une copie de la carte nationale d'identité ou tout autre document officiel équivalent de chacun de ses personnels et du responsable de l'encadrement. Le pouvoir adjudicateur, après contrôle, peut refuser l'accès à un personnel ou au responsable de l'encadrement pour des raisons de sûreté. Dans ce cas, le prestataire doit le remplacer le personnel concerné sans délais.

Seules les personnes habilitées par l'acheteur pour réaliser les prestations peuvent accéder aux locaux ; la présence d'autres personnes est interdite.

La liste des personnels intervenants (avec copie de leur document d'identité) est fournie lors de la réunion sur site. Cette liste est mise à jour dès que besoin.

L'acheteur peut sans motif refuser l'habilitation. Le titulaire ne pourra ni demander une indemnisation ni se soustraire à ses obligations pour ce motif.

Le titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

L'habilitation de tout personnel ne peut intervenir qu'après remise à l'acheteur de la déclaration individuelle signée.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect des obligations en matière de sécurité et de sûreté peut entraîner l'application de pénalités, voire la résiliation du marché pour faute du titulaire, sans préjudice de toute sanction pénale.

Pour des raisons de sécurité incendie et de sûreté du site, l'acheteur ou le responsable du site peut contrôler les entrées et sorties des personnels, que ce soit par émargement, badgeage ou tout autre moyen adéquat.

12 – Obligations du titulaire

12.1 - Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat sur la qualité des prestations de ménage, conformément au CCTP, ses annexes et les protocoles signés.

12.2 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. Il doit proposer tout axe d'amélioration qu'il estime nécessaire.

12.3 - Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur pour les informations données dans l'accord cadre et les informations données dans les bons de commande, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord cadre aux torts du titulaire.

12.4 - Mesures de sécurité

Le service demandeur effectue une vérification de l'identité de toute personne susceptible de pénétrer dans les locaux.

Les personnels doivent obligatoirement porter une tenue matérialisant l'appartenance au titulaire. Cette tenue doit être dans un bon état de propreté.

12.5 - Assurances et responsabilités

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Ces documents sont transmis par le titulaire ou son sous-traitant à l'adresse mail : sgc-achat@hautes-alpes.gouv.fr

12.6 - Mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité issues de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021

Le titulaire assure le respect du principe d'égalité des usagers devant le service public et veille au respect des principes de neutralité et de laïcité du service public conformément loi n°2021-1109 du 24 août 2021.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur prononce à l'issue d'une procédure contradictoire une pénalité, prévue à l'article 13 du présent CCAP, à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants.

Cette pénalité s'applique par manquement constaté

12.7 – Obligations en matière de protection des salariés et conditions de travail

Le titulaire s'engage à ne pas contrevenir à la réglementation du travail, sous peine de résiliation du marché à ses torts sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 30 du CCAP

12.8 - Autres obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse mail : sgc-achat@hautes-alpes.gouv.fr

Si le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du Code du travail.

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

En cas de faille de sécurité résultant de la négligence du titulaire, sa responsabilité peut être engagée.

13 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations, ayant fait l'objet d'une information par écrit, et après lui avoir permis de corriger l'anomalie, donne lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalités liées à l'exécution de l'accord cadre (les jours de retard s'entendent en jour calendaire)	
Absence de réponse à une demande écrite de l'acheteur au bout de 2 jours ouvrables	50 € par jour de retard
Absence à une réunion et/ou contrôle contradictoire non justifiée	60 € par absence
Non respect des obligations de formation / formation prise de poste / formation utilisation des produits du personnel	100 € par agent
Non transmission des documents de masse salariale dans le délai prescrit par l'acheteur	100 € par jour de retard

Pénalité pour non respect des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité	500 € par manquement constaté
Absence de transmission du calendrier d'exécution	50 € par jour de retard

Le montant total annuel des pénalités liées à l'exécution de l'accord cadre ne peut dépasser 30 % du montant global des bons de commande du lot concerné

Les pénalités liées à l'accord cadre sont appliquées mensuellement après constat contradictoire via l'émission d'un avoir par le titulaire ou l'émission d'un titre de perception le cas échéant.

Lorsque l'acheteur décide de rendre exécutoire une pénalité, il notifie par messagerie le décompte des pénalités.

Pénalités liées à l'exécution des bons de commande (les jours de retard s'entendent en jour calendaire)		
Absence de réalisation d'une prestation dans la période de référence concernée	150 % du montant HT de la prestation	Dans la limite cumulée de 30% de la facturation mensuelle sauf si durant 3 mois consécutifs le montant théorique des pénalités est supérieur aux 30% appliqués. Le montant réel est appliqué les mois suivants et consécutifs.
Mauvaise exécution non rattrapée dans la période de référence	50 % du montant HT de la prestation	
Absence de respect des stipulations de l'article 5-4 du CCTP (contrôle du temps de travail)	10 € par jour de non respect constaté / agent de propreté	
Absence de matériel	20 € par équipement par jour / agent de propreté	
Absence ou non conformité de produits ménagers	50 € par jour / agent de propreté	
Absence de transmission des documents prévus au marché (fiche de poste, documents d'informations, affichage...) notamment tel que prévu à l'article 5-3 du CCTP	10 € par jour de retard / agent de propreté	
Absence de respect des stipulations de l'article 11 du CCAP (condition d'accès et sûreté du site)	100 € par non respect constaté / agent de propreté	
Non remplacement de consommables	25 € par jour de retard / agent de propreté	
Perte de clé ou badge et son remplacement	40 € pour duplicata	

Cas des pénalités liées à l'exécution des bons de commande

Les pénalités prévues dans le présent CCAP sont cumulatives sans toutefois dépasser les 30% de la facturation mensuelle.

Le montant réel des pénalités est applicable si durant trois mois consécutifs le montant dépasse les 30% de la facturation mensuelle. Cela vaut pour les mois suivants consécutifs.

Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont concaténées mensuellement et donnent lieu à l'émission d'un avoir par le titulaire ou d'un titre de perception le cas échéant.

Lorsque l'acheteur décide de rendre exécutoire une pénalité, il notifie par messagerie le décompte des pénalités.

Une période probatoire de deux mois au commencement d'exécution du marché est instaurée durant laquelle les pénalités ne sont pas exécutoires, sauf si le montant théorique mensuel est supérieur à 30 % de la facture mensuelle.

14 - Dispositions diverses

14.1 - Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

14.2 - Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

14.3 - Secret des affaires

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du Code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

15 - Application de la réglementation du travail

Les législations, réglementations du travail, et la réglementation sociale doivent être respectées. À ce titre, les personnes intervenantes dans le cadre du présent accord cadre devront présenter, sur demande, leurs cartes d'identités professionnelles aux services prescripteurs, coordinateurs SPS ou inspecteurs du travail.

En acceptant les termes du présent accord cadre, chaque entreprise titulaire est réputée s'engager à confier la réalisation des prestations à des salariés régulièrement employés au regard des articles L.1221-10 à L.1221-12, L.3243-1 et R.3243-1 du Code du travail. (Article D.8222-5 3°).

Chaque titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par l'acheteur.

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou

réglementaires, soit de traités ou accords internationaux. La proportion d'ouvriers étrangers ne doit pas dépasser la proportion maximum admise par la réglementation en vigueur.

16 - Traitement des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement général sur la protection des données (RGPD) et notamment toutes les obligations découlant de l'article 28 dudit Règlement. Le Titulaire s'engage notamment, mais pas uniquement, à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s), objet du présent Marché, indiquées par le Pouvoir Adjudicateur ;
- ne traiter les données que sur instruction documentée du Pouvoir Adjudicateur, y compris en ce qui concerne les transferts de données personnelles vers un pays tiers ou à une organisation internationale, et de démontrer les garanties suffisantes permettant de réaliser de tels transferts ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles en vertu du présent Marché, s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- prendre toutes les mesures requises en vertu de l'article 32 (Sécurité du traitement) du Règlement général sur la protection des données dit « RGPD » ;
- aider le Pouvoir Adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD ;
- aider le Pouvoir Adjudicateur à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du Titulaire ;
- selon le choix du Pouvoir Adjudicateur, supprimer toutes les données à caractère personnel ou les renvoyer au Pouvoir Adjudicateur au terme de la prestation de services, et détruire les copies existantes, à moins que le droit de l'Union ou le droit de l'État membre n'exige la conservation des données à caractère personnel ;
- mettre à la disposition du Pouvoir Adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de toutes les obligations prévues par le RGPD, des obligations spécifiques prévues par le présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Pouvoir Adjudicateur ou un autre auditeur qu'il aura mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le Titulaire considère qu'une instruction du Pouvoir Adjudicateur constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données, il en informe immédiatement ce dernier.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à faire respecter par ses personnels, préposés ou sous-traitants toutes les obligations résultant du Règlement Européen.

Le Titulaire fait uniquement appel à des sous-traitants ultérieurs qui présentent des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Le Titulaire s'engage à vérifier que ses sous-traitants présentent des garanties suffisantes en matière de protection des données, notamment en termes de connaissances spécialisées, de fiabilité et de ressources pour la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées, y compris en matière de sécurité du traitement.

Les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans le présent Marché sont imposées à ses sous-traitants par le moyen d'un contrat ou de tout autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Lorsque ses sous-traitants ne remplissent pas leurs obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant le Pouvoir Adjudicateur de l'exécution par son ou ses sous-traitants de ses obligations.

De plus, le Titulaire s'engage à prendre et documenter les moyens de contrôle permettant d'assurer l'effectivité des garanties offertes par lui-même et ses sous-traitants en matière de protection des données. Ces garanties incluent notamment :

- le chiffrage des données selon leur sensibilité ou à défaut l'existence de procédures garantissant un accès restreint et sécurisé aux données qui lui sont confiées ;
- le chiffrage des transmissions de données (ex. connexion de type HTTPS, VPN, etc.) ;
- des garanties en matière de protection du réseau, de traçabilité (journaux, audits), de gestion des habilitations, d'authentification, etc.

Il est en outre rappelé que la réglementation sur la commande publique et notamment le CCAG-FCS imposent la signature d'un contrat de sous-traitance ainsi que sa communication, sur demande, au Pouvoir Adjudicateur. Ce contrat devra contenir, au titre des garanties exigées par le Pouvoir Adjudicateur :

- la confidentialité des données personnelles confiées ;
- des contraintes minimales en matière d'authentification des utilisateurs ;
- les conditions de restitution et/ou de destruction des données en fin du contrat ;
- les règles de gestion et de notification des incidents.

Le Titulaire s'engage à respecter la plus stricte confidentialité sur les données personnelles qui lui seront transmises ou qu'il récoltera dans le cadre des présentes. Il n'autorisera l'accès à ces données qu'à un nombre limité de personnes qualifiées, sensibilisées et formées à la sécurité des données et ayant besoin des dites données. Il s'engage à faire respecter cette obligation par ses propres salariés ainsi que par ses propres sous-traitants.

Le Titulaire ne sera pas autorisé, pour le besoin des présentes, et notamment pour le stockage, même temporaire, de données, d'utiliser des stockages externes de type « cloud », sans avoir à minima obtenu des garanties corrélées à la localisation géographique effective des données.

Le Titulaire s'engage à faire remonter au Pouvoir Adjudicateur toute découverte de faille de sécurité ou d'incident de sécurité intervenant sur ses systèmes ou dans ceux de ses sous-traitants à qui il imposera la même contrainte et ce, dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, lorsqu'il s'agit d'une violation de données à caractère personnel.

Le Titulaire s'engage à accepter la réalisation d'audit sur les méthodes et moyens de sécurité ainsi que sur les moyens de traitement et de stockage des données qui lui sont confiées et imposera cette même acceptation à ses propres sous-traitants.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Outre les clauses de résiliation prévues au présent cahier et au cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.- F.C.S.), la personne publique se réserve la possibilité de résilier le marché de plein droit, sans indemnités et par dérogation à l'article 41.2 sans mise en demeure en cas de non-respect de la réglementation relative aux travailleurs étrangers (sans titre de séjour valide les autorisant à exercer une activité salariée en France, soumis à l'obligation quitter le territoire français, ...)

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est

adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16 - Reprise de personnel

Les candidats doivent tenir compte dans leur offre des conséquences des contrats de travail qu'ils seront amenés à reprendre en application de l'article 7 de la convention collective des entreprises de propreté.

A tout moment, l'acheteur peut avoir besoin de recenser la masse salariale du titulaire affectée au présent marché, notamment en vue d'anticiper sur le prochain marché et d'y inclure des clauses sociales.

Le titulaire dispose de 8 jours à compter de la demande écrite du représentant de l'acheteur pour transmettre les informations souhaitées. Les données transmises seront confidentielles et en aucun cas nominatives.

En cas de manquement aux dispositions précisées ci-dessus, le titulaire s'expose à l'application de pénalités prévues à l'article 13 du présent CCAP.

15 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 9 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services 2021